



CDAS du 24 novembre 2015

Ce jour se tenait le CDAS qui a été boycotté. Nous avons lu la déclaration ci-jointe.

Le Président nous a parlé de la sécurité mise en place le jour de l'arbre de Noël (le 16 décembre). Nous considérons que la présence de vigiles n'est pas suffisante et nous demandons instamment la présence de la force publique en complément pour assurer le maintien de cette manifestation.

FO-DGFIP 13 fera tout pour que l'arbre de Noël soit maintenu et pour que cette manifestation conviviale puisse avoir lieu dans les meilleures conditions de sécurité. Nous ne manquerons pas de vous tenir informés de la décision prise par la Direction.





Déclaration intersyndicale CDAS des Bouches du Rhône du 24 novembre 2015

Les organisations syndicales ont pris connaissance du projet de loi de Finances pour 2016. Ce projet fait état d'un budget d'action sociale en baisse de 28 millions d'euros et de la suppression de la subvention à l'association ALPAF.

Par ailleurs, sur ce budget seront appliqués la réserve de précaution et autres gels et surgels.

Les crédits disponibles pour l'action sociale s'élèveront en définitive à un peu plus de 150 millions d'euros soit une perte pour les agents de 40 millions d'euros.

Les agents des ministères économiques et financiers (MEF) font face depuis plusieurs années à des suppressions massives d'emplois, plus de 30.000 en 10 ans et encore près de 2.600 en 2016.

Ils affrontent des conditions de travail de plus de plus dégradées.

De plus, ils subissent le blocage du point d'indice et de leurs rémunérations depuis 2010.

Pour les agents actifs et retraités des MEF et leurs familles, l'action sociale est essentielle. C'est un acquis de 1989 auquel ils sont particulièrement attachés qui a pour mission de les aider dans différents domaines et d'améliorer leurs conditions de vie en étant au plus près des agents.

Or aujourd'hui, les Ministres s'attaquent sur le fonds à l'Action Sociale des MEF sans vergogne avec un mépris sans précédent pour les agents.

Quant à la forme, les Ministres ont délibérément caché la réalité des chiffres aux organisations syndicales dans un mépris total du dialogue social.

C'est pourquoi l'absence de dialogue social tant au niveau des Ministres que du Secrétariat Général et le mépris affiché pour les agents conduisent les organisations syndicales à ne pas siéger à ce CDAS.